

Mariusz Wołos

<https://orcid.org/0000-0001-6943-1069>

Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences

La guerre polono-soviétique de 1919–1921 et le traité de Riga en tant qu'élément stabilisateur en Europe centrale et orientale*

Aperçu du contenu: L'auteur de l'article analyse les causes du déclenchement de la guerre polono-soviétique de 1919–1921 et ses conséquences de grande envergure pour la Pologne, la Russie soviétique (plus tard l'Union soviétique) et aussi pour l'Europe. Une thèse a été formulée sur le sens complémentaire du traité de Riga au traité de Versailles. L'auteur utilise le terme « ordre Versailles-Riga », qui existait dans l'Europe de l'entre-deux-guerres et fut finalement renversé en 1939 après l'agression allemande et soviétique contre la Pologne.

Zarys treści: Autor artykułu dokonuje analizy przyczyn wybuchu wojny polsko-sowieckiej 1919–1921 oraz jej dalekosiężnych skutków dla Polski, Rosji sowieckiej (później Związku Sowieckiego), a także dla Europy. Formuluje tezę na temat komplementarnego charakteru traktatu ryskiego względem traktatu wersalskiego, używając określenia „porządek wersalsko-ryski”, który istniał w międzywojennej Europie i runął ostatecznie w 1939 r. po agresji niemieckiej oraz sowieckiej przeciwko Polsce.

Outline of content: The author of the article analyses the causes of the 1919–20 Polish-Soviet War outbreak and its far-reaching consequences for Poland, Soviet Russia (later the Soviet Union), and Europe. He advances a thesis on the complementary meaning of the Treaty of Riga to the Treaty of Versailles. The author uses the term 'Versailles-Riga order', which existed in inter-war Europe and was finally overthrown in 1939 after German and Soviet aggression against Poland.

Mots clés: guerre polono-soviétique 1919–1921, le traité de Riga, Europe centrale et orientale après la Première Guerre mondiale

* Article préparé pour contribuer à la réalisation d'un projet du Programme National du Développement des Sciences Humaines (Narodowy Program Rozwoju Humanistyki – NPRH), no 12H 13 0633 82, „Dokumenty do historii stosunków polsko-sowieckich 1918–1991” (część 1918–1945) [Documents à l'histoire des relations polono-soviétiques 1918–1991, partie 1918–1945].

Słowa kluczowe: wojna polsko-sowiecka 1919–1921, traktat ryski, Europa Środkowa i Wschodnia po pierwszej wojnie światowej

Keywords: Polish-Soviet War of 1919–21, Treaty of Riga, Central and Eastern Europe after World War I

À l'issue de la Première Guerre mondiale, la grande majorité des Polonais dotés d'une quelconque conscience politique concevaient la renaissance d'un État polonais indépendant uniquement dans les frontières d'avant 1772, date du premier des trois partages de leur pays par les puissances limitrophes¹. Si ce n'étaient que des vœux pieux, il était tout de même communément admis que seules ces frontières historiques représenteraient une compensation suffisante pour le démembrement du pays réalisé par la Russie, la Prusse et l'Autriche au XVIII^e siècle, pour les souffrances subies lors de l'écrasement des soulèvements nationaux et des représailles consécutives, pour les torts causés aux Polonais tout au long du XIX^e et au début du XX^e siècle. De telles aspirations territoriales étaient incompatibles avec les ambitions des peuples vivant à l'Est et au Nord-Est, des Lituaniens, des Biélorusses et des Ukrainiens, qui, suite à la prise de conscience grandissante de leur identité, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, organisaient leurs propres partis politiques et chérissaient leurs aspirations de créer des états nationaux indépendants.

Dans ce contexte, les conceptions relatives à la future frontière orientale de l'État polonais représentées par les deux principales forces politiques du pays – le Parti national-démocrate, avec Roman Dmowski à sa tête², et le camp lié à Józef Piłsudski³ – réduisaient considérablement les aspirations territoriales de la grande majorité des Polonais, tout en portant atteinte aux projets légitimes de leurs voisins de l'Est. Dmowski avait été le créateur et le défenseur d'une solution incorporationniste qui consistait à réunir à la Pologne des provinces que l'on serait en mesure de « poloniser » et où dominerait à terme l'élément ethnique polonais que l'auteur de la conception considérait d'ailleurs comme supérieur sur le plan culturel par rapport aux éléments lituanien, biélorusse ou ukrainien. Dans la pratique, l'étendue territoriale proposée par Dmowski et ses partisans coïncidait presque

¹ R. Wapiński, *Traktat ryski a polskie oczekiwania*, [dans :] *Traktat ryski 1921 roku po 75 latach*, red. M. Wojciechowski, Toruń 1998, pp. 9–17.

² M. Wołos, *Les conceptions nationalistes de Roman Dmowski et leur influence sur la vie politique polonaise avant, pendant et après la Première Guerre mondiale*, [dans :] *Être nationaliste à l'ère des masses en Europe (1900–1920)*, sous la direction de O. Dard, D. Musiedlak, É. Anceau, Bruxelles et al. 2017, pp. 373–389.

³ *Idem*, *La voie de l'indépendance dans la conception de Józef Piłsudski avant et pendant la Première Guerre mondiale*, [dans :] *Polonais et Roumains dans la Première Guerre mondiale. Études et essais*, sous la direction de M. Kornat, M. Willaume, M. Wołos, Kraków 2017, pp. 58–70.

entièrement avec la frontière tracée à Riga après la guerre polono-soviétique. Le chef du Parti national-démocrate utilisait le chiffre de 60% des Polonais dans ces territoires, mais plutôt que de traduire un état de fait réel, celui-ci était davantage une expression de la propagande car la plupart des territoires à l'Est étaient majoritairement peuplés d'autres ethnies. Mû par des catégories de raisonnement basées sur l'égoïsme national, Dmowski divisait ces nations en deux catégories : peuples « historiques » et « non historiques ». Ayant fondé dans le passé leur propre État, les premiers avaient conséquemment le droit d'en revendiquer un. Dmowski limitait cette catégorie aux seuls Polonais et Lituaniens. Il était convaincu que les Lituaniens formeraient une forme d'union d'État avec les Polonais. Selon Dmowski, historiquement, les peuples de la deuxième catégorie – il y incluait les Ukrainiens et les Biélorusses – n'avaient jamais organisé leur propre état et ne pouvaient prétendre non plus à une existence étatique indépendante dans les réalités issues de la Grande Guerre. Ils étaient donc réduits à se contenter d'une forme de fédération, coexistence ou cohabitation avec les Polonais, bien sûr dans le cadre de l'État polonais.

Le concept de fédération associé au nom de Piłsudski trouve ses racines dans la période qui avait suivi l'Insurrection de Janvier de 1863–1864⁴. La plus grande contribution à sa forme théorique finale avait été apportée par Leon Wasilewski, membre du Parti socialiste polonais (*Polska Partia Socjalistyczna* – PPS) et un collaborateur proche de Piłsudski⁵. Parmi les partisans de l'idée fédérale, nombreux étaient ceux dont les vues politiques étaient fort éloignées du socialisme et de la gauche en général, pour n'évoquer que des conservateurs originaires des *gubernias* occidentales de l'ancien Empire russe⁶, entre autres Ignacy Jan Paderewski ou Konstanty Skirmunt – les deux futurs ministres des affaires étrangères de la Pologne. Les partisans du concept de fédération visaient à créer à l'Est de la Pologne, et avec une participation active des Polonais, d'États autonomes qui sépareraient la Deuxième République polonaise de la Russie. D'une part, ils serviraient à la Pologne de tampons face à l'État russe, et d'autre part, de par leur existence même, ils affaibliraient le potentiel de ce dernier, quel que soit son régime politique, même si les partisans de Piłsudski avaient dans leur ensemble beaucoup de sympathie pour les démocrates russes qui prenaient leurs distances par rapport aux

⁴ K. Grünberg, *Polskie koncepcje federalistyczne 1864–1918*, Warszawa 1971.

⁵ Voir entre autres: L. Wasilewski, *Die nationalen und kulturellen Verhältnisse im sogenannten Westrussland*, Wien 1915; *idem*, *Die Ostprovinzen des alten Polenreichs (Lithauen u. Weissruthenien, die Landschaft Chełm – Ostgalizien – die Ukraina)*, Krakau 1916; *idem*, *Les frontières de la République de Pologne*, Paris 1927.

⁶ Par exemple: M. Nowak-Kielbikowa, *Konstanty Skirmunt. Polityk i dyplomata*, Warszawa 1998, p. 23; R. Wapiński, *Ignacy Paderewski*, Wrocław et al. 1999, p. 68; J. Piłsudski, *Pisma zbiorowe. Wydanie prac dotyczących drukiem ogłoszonych*, t. 5, red. K. Świtalski, Warszawa 1937, p. 74 (dans une lettre à Leon Wasilewski du 8 avril 1919, Piłsudski décrit Paderewski comme un « fédéraliste furieux »).

traditions impérialistes et autocratiques ancestrales. Contrairement à la conception incorporationniste, la conception fédérale prenait bien en compte le fait que les voisins de l'Est manifestaient le désir de créer leur propre état. Cela dit, la mise en place d'une fédération était conditionnée par le soutien que voudraient bien y apporter des Lituaniens, des Biélorusses et des Ukrainiens. Or le manque de ce soutien, les événements futurs l'ont largement prouvé, vouait tout le projet à l'échec⁷. À Varsovie, et tout particulièrement dans l'entourage de Piłsudski, les deux conceptions étaient loin d'être considérées en termes de dogmes. Il ne serait pas exagéré de dire que la possibilité de réaliser la conception fédérale apparaissait comme une sorte de plan maximum, alors que la mise en œuvre de la conception incorporationniste comme un plan minimum⁸. Pour les Polonais, le conflit avec leur voisin oriental ne représentait au début que la lutte pour la frontière. Avec le temps, cependant, le facteur idéologique, au sens de la lutte contre le fléau communiste, a commencé à jouer un rôle de plus en plus important. Il convient de souligner qu'en 1920, la guerre polono-soviétique est devenue pour les Polonais une guerre pour tout – pour leur propre État, leur indépendance, leur souveraineté, c'est-à-dire pour préserver leur existence.

Les autorités bolcheviques n'avaient pas l'intention de renoncer aux provinces occidentales de l'ancien Empire des Romanov. Vladimir Lénine et ses partisans croyaient fermement qu'une action politique habile prenant la forme d'une mise en place de foyers nationaux du pouvoir communiste, composés de Polonais, de Lituaniens, de Biélorusses et d'Ukrainiens, ainsi que le soutien que pouvaient leur apporter les Soviétiques, moyennant des outils de propagande tels que la divulgation, auprès des travailleurs, des paysans et des intellectuels, de slogans accrocheurs sur la justice sociale, garantirait l'extension de leur zone d'influence à ces anciennes provinces. Il est vrai que les projets de soviétisation de la République de Pologne étaient conçus principalement par des communistes de nationalité polonaise⁹. Toutefois, leur réalisation n'était guère imaginable sans le soutien de Moscou et de l'Armée rouge. Qui plus est, tous ces plans conjecturaient l'assujettissement futur d'une Pologne communiste à la Russie soviétique. C'est à cette condition uniquement qu'ils pouvaient être acceptés tant par Lénine que par l'élite bolchevique,

⁷ P. Okulewicz, *Koncepcja „międzymorza” w myśli i praktyce politycznej obozu Józefa Piłsudskiego w latach 1918–1926*, Poznań 2001, pp. 14–111; D. Michaluk, *Białoruska Republika Ludowa 1918–1920. U podstaw białoruskiej państwowości*, Toruń 2010, p. 208; J.D. Smele, *The “Russian” Civil Wars, 1916–1926. Ten Years That Shook the World*, London 2015, pp. 153–166.

⁸ W. Suleja, *„Mundur na nim szary...”*. *Rzecz o Józefie Piłsudskim (1867–1935)*, Warszawa 2018, p. 163.

⁹ И.В. Михутина, *Кто готовил советизацию Польши в 1918 году?*, [dans :] *Революционная Россия 1917 года и польский вопрос: новые источники, новые взгляды*, ответ. ред. М. Волос, А. Орехов, Москва 2009, pp. 260–281; M. Klimecki, *Sowietyzacja Polski w 1920 roku. Tymczasowy Rewolucyjny Komitet Polski oraz jego instytucje latem i jesienią tegoż roku*, Toruń 2016, pp. 21–141.

et c'est entre autres sous l'inspiration de Moscou que le 16 décembre 1918 a été créé le Parti communiste ouvrier polonais (Komunistyczna Partia Robotnicza Polski), après avoir changé de nom, le Parti communiste polonais (Komunistyczna Partia Polski)¹⁰. Ces projets ne pouvaient pas non plus ne pas tenir compte des appels à « exporter » le processus révolutionnaire dans sa version bolchevique en Occident, tout particulièrement en Allemagne, où, en novembre 1918, la monarchie a fini par être renversée et où les forces de l'extrême droite tentaient de se saisir du pouvoir. Considérant que le chemin le plus court de Moscou à Berlin menait par Varsovie, toute exportation de la révolution ne pourrait être réalisable que si l'État polonais renaissant était soumis à Moscou ou du moins neutralisé¹¹. La guerre contre la Pologne était donc perçue par les bolcheviks comme un élément du conflit de classe.

Les aspirations représentés par les Polonais – fussent-ils incorporationnistes, partisans de l'idée fédérale ou de la reconstruction de la République dans les frontières d'avant les partages – et celles formulées par l'élite bolchevique de Moscou étaient incompatibles, ce qui constitue la principale cause du futur conflit armé sanglant entre les deux pays, et plus tard – déjà dans des conditions de paix – de leurs rapports houleux.

Les débuts des relations diplomatiques polono-soviétiques en automne 1918 avaient été le signe avant-coureur du conflit entre la Pologne renaissante et la jeune République socialiste fédérative soviétique de Russie. Réitérées à plusieurs reprises par les autorités de Moscou, les tentatives d'accréditer Julian Marchlewski, un communiste polonais et allemand, en tant que représentant officiel du pouvoir soviétique à Varsovie ont rencontré un refus du ministre des Affaires étrangères polonais, Leon Wasilewski¹². Il exigeait des Soviétiques la libération des membres arrêtés du Conseil de régence polonais qu'il considérait comme des représentants légitimes de l'État polonais. La partie polonaise postulait par ailleurs de stopper l'avancée des troupes de l'Armée rouge qui, pénétrant de plus en plus vers l'Ouest, cherchaient à occuper les territoires évacués par les troupes allemandes en retraite (Ober-Ost), territoires se trouvant dans l'orbite de Varsovie¹³. Le mois de décembre 1918 a été marqué par un net durcissement dans les relations bilatérales, encore non officielles, entre Varsovie et Moscou. Les autorités polonaises avaient expulsé de la capitale la mission de la Croix-Rouge russe accusée, non sans raison, de diffuser de la propagande communiste. Ses membres avaient été fusillés près du village de Łapy par des gendarmes de l'escorte. Ce meurtre a provoqué une réaction violente du commissaire populaire des Affaires étrangères soviétique, Gueorgui

¹⁰ H. Cimek, L. Kieszczyński, *Komunistyczna Partia Polski 1918–1939*, Warszawa 1984, pp. 12–21; R. Nazarewicz, *Komintern a lewica polska. Wybrane problemy*, Warszawa 2008, pp. 28–29.

¹¹ B. Musiał, *Na zachód po trupie Polski*, tłum. M. Falkowski, Warszawa 2009, pp. 17–24.

¹² *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne 1918 listopad – grudzień*, red. S. Dębski, współopr. P. Długolecki, Warszawa 2008, p. 4.

¹³ *Ibidem*, pp. 89–90, 92, 152–153, 169–173.

Tchitcherine, qui a demandé au gouvernement polonais de mener une enquête et de punir les responsables¹⁴.

Au début du mois de mars 1919, Aleksander Więckowski, bien connu des autorités russes, s'est rendu à Moscou. Cet activiste du Parti socialiste polonais, ancien membre du Soviet des députés ouvriers et des délégués des soldats de Petrograd, avait reçu des instructions à la fois de son organisation partisane et du ministère des Affaires étrangères polonais. Sa mission consistait à faire libérer les membres du Conseil de régence arrêtés par les Soviétiques – et, dans la mesure du possible, d'autres personnes de nationalité polonaise – ainsi qu'à placer sous la tutelle de la diplomatie neutre du Danemark des masses de Polonais vivant dans l'ancien Empire russe. Więckowski s'est acquitté de ces deux tâches. Ce faisant, il est cependant allé beaucoup plus loin et a outrepassé le mandat du ministère des Affaires étrangères, probablement guidé par les directives du PPS. Il a proposé notamment à la partie soviétique d'organiser dans les territoires litigieux un plébiscite qui, dans son opinion, pourrait résoudre de la manière la plus objective possible la question de leur appartenance étatique future. Lénine a accepté une telle solution. Le plébiscite n'a pas lieu pour la simple raison qu'il n'avait pas la sanction du gouvernement polonais, et en avril 1919, les relations entre Varsovie et Moscou se sont envenimées à cause de l'offensive polonaise en direction de Vilnius. Więckowski a dû rentrer en Pologne¹⁵.

Le conflit armé de 1919–1920 entre la Pologne et les États soviétiques a été une guerre non déclarée. On considère qu'elle a commencé avec les échauffourées entre les unités de l'auto-défense de Vilnius commandée par le général Władysław Wejtko (en ce moment comme une partie intégrale de l'Armée polonaise) et les avant-gardes des troupes régulières de l'Armée rouge, qui ont eu lieu à la fin de décembre 1918 et au début de janvier 1919 en Lituanie centrale, ou à la mi-février 1919, avec les premières luttes des unités régulières de l'armée polonaise contre les bolcheviks aux environs de Chtchoutchyn (Szczuczyn)¹⁶. Au début du mois de mars 1919, les Polonais capturent Slonim et Pinsk et atteignent l'orée de Lida.

Entre le 19 et le 21 avril, les troupes polonaises se saisissent de Vilnius où le lendemain Piłsudski adressa aux habitants de l'ancien Grand-Duché de Lituanie une proclamation dans laquelle il déclare le respect du principe de l'autodétermination des peuples habitant ces provinces « oubliées par Dieu » et promet la mise en place d'un conseil civil sur les territoires sous contrôle polonais¹⁷. Cela a été la

¹⁴ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne 1919 styczeń – maj*, red. S. Dębski, Warszawa 2016 (plus loin: *PDD 1919 styczeń – maj*), pp. 11–12, 41, 228–229, 517–518.

¹⁵ *Ibidem*, pp. 229, 319, 347–348, 504, 517–518, 538–539, 583, 748; *Советско-польские отношения в 1918–1945 гг. Сборник документов в четырех томах*, т. 1: 1918–1926, ред. М.М. Наринский, А.В. Мальгин, Москва 2017, pp. 27, 29; W. Materski, *Na widecie. II Rzeczpospolita wobec Sowietów 1918–1943*, Warszawa 2005, pp. 40–43.

¹⁶ W. Materski, *Na widecie*, pp. 24–39; М.И. Мельтюхов, *17 сентября 1939. Советско-польские конфликты 1918–1939*, Москва 2009, pp. 17–26.

¹⁷ J. Piłsudski, *Pisma zbiorowe*, t. 5, pp. 75–76.

première tentative de mettre en œuvre la conception de fédération. La proclamation a été accueillie avec bienveillance uniquement par les Polonais de la région de Vilnius, elle l'a été froidement par les Juifs et la majorité des Biélorusses (bien qu'une partie de l'élite biélorusse a vu dans cette proclamation la possibilité de créer son propre État), tandis que les Lituanais, dont les autorités ont dû déménager à Kaunas, y étaient ouvertement hostiles¹⁸. L'occupation de Vilnius a été une manifestation des aspirations territoriales polonaises en Europe centre-orientale envers les voisins et les grandes puissances lors de la conférence de la paix de Paris. Piłsudski a clairement indiqué que la Pologne ne resterait pas passive et inactive dans sa politique orientale¹⁹.

L'offensive de l'armée polonaise a été poursuivie jusqu'à l'été 1919. En conséquence, les troupes polonaises se sont emparés de Minsk, de Bobrouisk et de Borisov. Les démarches visant à trouver un partenaire biélorusse sérieux qui veuille s'atteler à réaliser, de concert avec les autorités polonaises, la conception de fédération, se sont avérées infructueuses. En septembre 1919, Piłsudski a ordonné de suspendre l'offensive et a entamé des négociations tant avec les représentants de la Russie blanche qu'avec les bolcheviks. Cette décision coïncide avec l'avancée des armées d'Anton Dénikine, d'Alexandre Koltchak et de Nikolai Yudenich, c'est-à-dire avec le moment où se jouait en fait le sort du pouvoir soviétique. L'arrêt des opérations de guerre avait été bien réfléchi. Piłsudski savait que dans l'hypothèse d'une victoire des forces antibolcheviques la situation internationale de la Pologne se détériorerait car les Blancs finiraient par gagner le soutien des puissances occidentales pour leurs prétentions territoriales. À l'époque, Dénikine, commandant des Forces Armées du Sud de la Russie, ne cachait point qu'il n'était pas prêt à accepter l'existence d'un État polonais indépendant qu'à condition de le confiner dans les frontières de l'ancien Royaume de Pologne²⁰. Dans un tel cas, les Russes blancs ne manqueraient pas de disputer à la Deuxième République

¹⁸ A. Nowak, *Polska i trzy Rosje. Studium polityki wschodniej Józefa Piłsudskiego (do kwietnia 1920 roku)*, Kraków 2015, pp. 274–304; P. Łossowski, *Konflikt polsko-litewski 1918–1920*, Warszawa 1996, p. 41; J. Vaičėnonis, M. Wołos, *Żydzi na Litwie w latach 1918–1940*, [dans :] *Studia i szkice z dziejów Żydów w regionie Bałtyku*, red. Z.H. Nowak przy współpr. A. Karpusa, Toruń 1998, pp. 157–158; O. Łatyszonek, E. Mironowicz, *Historia Białorusi od połowy XVIII do końca XX wieku*, Białystok [2002], pp. 134–148; D. Michaluk, *Białoruska Republika Ludowa*, p. 344; A.A. Żulys, *Polska w polityce zagranicznej Litwy w latach 1938–1939. Studium z historii dyplomacji*, Gdańsk 2015, pp. 35–41; O.H. Боровская, *Советско-польские переговоры 1918–1921 гг. и их влияние на решение белорусского вопроса*, Москва 2018, p. 31.

¹⁹ A. Nowak, *Polska i trzy Rosje*, p. 225.

²⁰ Archiwum Instytutu Józefa Piłsudskiego w Ameryce, New York, Archiwum Michała Mościckiego, sygn. 75/1, lettre signée par G. Lvov, S. Sazonov, N. Czajkowski et V. Maklakov du 24 mai 1919, pp. 149–151; A.I. Деникин, *Путь русско-польского офицера*, Москва 2012, p. 386; J. Wiśniewski, *Kwestia białoruska i wschodnia granica Polski w polityce rządu syberyjskiego admirała Aleksandra Kolczaka w latach 1918–1920*, „Białoruskie Zeszyty Historyczne”, 2013, z. 40, pp. 109–132.

polonaise ses provinces orientales jusqu'à la région de Chełm. Aussi, toute mise en œuvre des conceptions fédérale ou incorporationniste serait vouée à l'échec. En envoyant à Taganrog plusieurs missions, dont une délégation militaire, avec à sa tête le général Aleksander Karnicki, Piłsudski a essayé de sonder les positions et les possibilités réelles de Dénikine. L'attitude des autorités de Varsovie qui refusaient de conclure avec les généraux blancs une alliance militaire contre les bolcheviks a fortement déçu le commandant en chef des Russes blancs²¹.

Parallèlement, des discussions secrètes étaient menées avec les bolcheviks représentés par Marchlewski qui recevait des instructions directement de la part de Lénine²². Du côté polonais, prendront part à ses pourparlers Więckowski, Michał Kossakowski, puis Ignacy Boerner, un proche collaborateur de Piłsudski. Ils se dérouleront d'abord à Białowieża, puis à Baranavitchy et à Mikachevitchy. Les objectifs des délégués bolcheviques comprenaient un large éventail de questions possibles, sans exclure la possibilité de la cessation des opérations de guerre entre les Polonais et les Soviétiques. Le mandat des plénipotentiaires polonais leur permettait de discuter uniquement la question de l'échange des prisonniers de guerre, des détenus et des internés, ainsi que celle de l'assistance aux citoyens de la Deuxième République qui vivaient sur les territoires relevant de la juridiction soviétique. La situation n'a changé qu'en octobre 1919, au moment où Boerner, muni d'instructions de Piłsudski, a intégré l'équipe de négociations. Il a présenté aux Soviétiques quatre conditions considérées comme un test des véritables intentions de Moscou. Il a exigé la création d'une bande de terre démilitarisée séparant l'Armée rouge de l'armée polonaise, l'abandon immédiat de toute propagande communiste dans les rangs polonais et dans l'arrière-front, la restitution aux Lettons de la Latgalie avec Daugavpils (Dunebourg, Dvinsk) occupée par les bolcheviks et la cessation des attaques de l'Armée rouge contre les troupes de la République nationale (populaire) ukrainienne (UNR) commandées par l'ataman Symon Petlioura. Après avoir obtenu des instructions supplémentaires, Marchlewski a fini par accepter au nom de la délégation soviétique les deux premières conditions, même si la campagne de propagande menée avec des « moyens de l'État » ne devait être que suspendue. Il a rejeté les deux autres arguant du fait qu'elles excédaient le cadre des relations bilatérales. La poursuite des négociations est devenue essentiellement sans objet. La position ferme de la partie soviétique était due en grande mesure aux succès que l'Armée rouge avait commencé à remporter contre les généraux blancs. En fait, les négociations

²¹ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne 1919 czerwiec – grudzień*, red. S. Dębski, Warszawa 2019, pp. 206, 410–413, 589–591, 647–650, 662–663, 713–721, 725–727, 832–834, 840–843; А.И. Деникин, *Кто спас советскую власть от гибели*, [dans :] А.И. Деникин, А.А. Лампе, *Трагедия белой армии*, Москва 1991, p. 6; А. Juzwenko, *Polska a „biała” Rosja (od listopada 1918 do kwietnia 1920 r.)*, Wrocław et al. 1973, p. 133; А. Nowak, *Polska i trzy Rosje*, pp. 389–410.

²² *Tajne rokowania polsko-radzieckie w 1919 r. Materiały archiwalne i dokumenty*, oprac. W. Gostyńska, Warszawa 1986.

polono-soviétiques ont été interrompues à la mi-décembre 1919 et les deux parties blâmaient l'une l'autre pour ce fiasco²³.

Dans la seconde moitié de 1919, la Pologne a mené des pourparlers avec des représentants de l'UNR et de la Lettonie, cette dernière s'étant adressée à Varsovie pour l'aider à chasser l'Armée rouge de la Latgalie. Varsovie était vivement intéressée par le problème car la province de Daugavpils, en particulier le district d'Ilūkste (Ilūksza), était habitée par de nombreux Polonais. Voilà pourquoi, au cours des pourparlers bilatérales, les Polonais ont présenté à la délégation bolchevique la demande de retirer ses troupes de la région. En janvier 1920, au moment où il est devenu clair que les blancs ne sortiraient pas victorieux de la guerre civile, Piłsudski a ordonné de reprendre des opérations contre l'Armée rouge, précisément dans la partie sud de la Lettonie. Suite à la campagne dite « l'Hiver », les Polonais et les Lettons ont réussi à chasser les troupes soviétiques et à prendre le contrôle de Daugavpils, en laissant une petite garnison dans la ville. Les Lettons regardaient cependant avec méfiance la présence de troupes polonaises, craignant des prétentions territoriales polonaises sur la Latgalie. Aussi, peu de temps plus tard, ont-ils entrepris des tractations secrètes avec les bolcheviks²⁴.

Les relations avec les représentants de la République nationale (populaire) ukrainienne ont tourné autrement. Les forces commandées par Petlioura affrontaient à la fois l'Armée rouge et les Forces Armées du Sud de la Russie. Repoussées par les Russes, les troupes ukrainiennes se sont retrouvées face aux unités polonaises. Conscient qu'il ne serait pas en mesure de lutter contre trois adversaires à la fois, Petlioura s'est vu obligé de chercher un accord avec au moins un d'entre eux. Contrairement aux Rouges et aux Blancs, les piłsudskistes acceptaient l'existence d'une Ukraine indépendante, mais à l'est de la rivière Zbrucz, c'est-à-dire au-delà de l'ancienne frontière séparant l'Empire austro-hongrois de celui des Romanov. Pour Petlioura et ses partisans cette position représentait un compromis acceptable, une plateforme d'entente et d'action commune, ce qui a encouragé les partisans de la conception fédérale à tenter sa mise en œuvre sur le secteur ukrainien. Le 21 avril 1920, un accord politique entre la Pologne et la République nationale (populaire) ukrainienne a été signé, et quelques jours plus tard il a été complété par une convention militaire²⁵. On avait hâte de le faire car le 25 avril Piłsudski a ordonné de lancer des opérations offensives sur la partie sud du front (nommées dans la littérature polonaise « l'expédition à Kiev »²⁶), et donc dans

²³ W. Materski, *Na widecie*, pp. 54–68; J. Kochanowski, *Zapomniany prezydent... Życie i działalność Ignacego Boernera 1875–1933*, Warszawa 1993, pp. 95–101; И.В. Михутина, *Польско-советская война 1919–1920 гг.*, Москва 1994, pp. 275–301.

²⁴ A. Skrzypek, *Stosunki polsko-łotewskie 1918–1939*, Gdańsk 1997, pp. 25–31; Ē. Jēkabsons, *Piesardzīgā draudzība: Latvijas un Polijas attiecības 1919. un 1920. gadā*, Rīga 2007.

²⁵ J.J. Bruski, *Petlurowcy. Centrum Państwowe Ukraińskiej Republiki Ludowej na wychodźstwie (1919–1926)*, Kraków 2004, pp. 99–164.

²⁶ T. Kutrzeba, *Wyprawa kijowska 1920 roku*, Warszawa 1927.

des zones peuplées d'Ukrainiens. Il espérait que les troupes de l'armée polonaise liées par une alliance aux unités de Petlioura seraient plus facilement tolérées par la population locale.

Dans la littérature russe ainsi que dans l'historiographie occidentale, l'offensive polonaise lancée dans les territoires ukrainiens au printemps 1920 est souvent interprétée comme une preuve des visées impérialistes polonaises, comme un symptôme des vieux grands rêves d'une Pologne située entre la Baltique et la mer Noire et du mépris des aspirations politiques du peuple ukrainien. On oublie trop facilement que les forces militaires de la République nationale (populaire) ukrainienne, qui luttait pour leur propre état indépendant, combattaient aux côtés des Polonais, leurs alliés. Il ne faut pas non plus négliger plusieurs autres aspects : l'opération ukrainienne n'a pas été le début d'une nouvelle guerre, mais une extension d'un conflit armé qui durait depuis plus d'un an déjà²⁷. Les tentatives de négociations polono-bolcheviques s'étaient soldées par un échec car aucune des parties n'était encline à accepter le lieu de réunion proposé par le partenaire : les deux parties belligérantes s'apprêtaient à lancer de nouvelles opérations, concentrant des troupes sur d'autres secteurs du front – les bolcheviks au nord et sud des marais de Polésie, les Polonais plus au sud. La partie polonaise disposait à ce moment-là d'informations fiables, communiquées par ses services de renseignement, sur les préparatifs soviétiques d'une offensive majeure dans la direction occidentale²⁸. Piłsudski a donc décidé de frapper le premier en espérant pouvoir prévenir l'agression.

Dans un premier temps, l'opération ukrainienne a été une promenade militaire. Le 7 mai 1920 Kiev a été prise. L'Armée rouge ne l'avait pas défendue, ses lignes de résistance se concentrant sur la rive est du Dniepr. La grande majorité des Ukrainiens accueillait l'armée polonaise à contre-cœur, au mieux, avec indifférence. Même si presque personne ne le comprenait à l'époque, le succès militaire transitoire portait en lui le germe de la défaite politique à venir qui allait ruiner la conception même de fédération. Dès le printemps 1920, Piłsudski n'entreprend plus d'actions à une plus grande échelle pour la mise en œuvre de cette

²⁷ J.D. Smele, *The "Russian" Civil Wars*, pp. 153–154; S. Kotkin, *Stalin*, vol. 1: *Paradoxes of Power, 1878–1928*, London et al. 2014, pp. 352–354; L. Engelstein, *Russia in Flames. War, Revolution, Civil War 1914–1921*, New York 2018, pp. 496–498; Г. Матвеев, *Пилсудский*, Москва 2008, pp. 277–284; М.И. Мельтюхов, *17 сентября 1939*, pp. 43–53; J.-B. Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris 1981, pp. 44–45; M. Wołos, *Stanowisko Francji wobec wojny polsko-bolszewickiej (23 VII – 15 VIII 1920)*, „Czasy Nowożytnie. Periodyk poświęcony dziejom polskim i powszechnym od XV do XX wieku”, 1998, t. V, pp. 133–154; *idem*, *Le point de vue polonais sur la coopération de la France dans la guerre polono-bolchevique*, [dans :] *Les horizons de la politique extérieure française. Stratégie diplomatique et militaire dans les régions périphériques et les espaces seconds (XVIe–XXe siècles)*, sous la direction de F. Dessberg, E. Schnackenberg, Bruxelles et al. 2011, pp. 327–336; J. Cisek, *American Reports on the Polish-Bolshevik War 1919–1920*, Warszawa 2010, pp. 6–28.

²⁸ M. Kornat, M. Wołos, *Józef Beck. Biografia*, Kraków 2020, pp. 117, 912.

idée, bien qu'il en ait l'occasion, au moins en théorie, quelques mois plus tard, à la conférence de Riga. L'homme d'État polonais a réalisé que dans les conditions existantes il n'y avait aucune chance de créer une fédération à cause de la méfiance des populations ukrainienne, biélorusse, lituanienne et même lettone. L'attitude pleine de sacrifices des soldats de Petlioura n'a pas contribué à dissiper leur appréhension²⁹.

Au début du mois de juin 1920, l'Armée rouge est passée à des opérations offensives, en concentrant sur le front des troupes supplémentaires, y compris la célèbre cavalerie rouge commandée par Semion Boudionny³⁰. Le sort de la guerre a commencé à tourner rapidement. Les Polonais se sont vus contraints d'abandonner Kiev et de se replier précipitamment vers l'Ouest. Toutes les tentatives ultérieures visant à arrêter la marche de l'Armée rouge se sont avérées inefficaces. Il a été impossible de freiner l'élan des bolcheviks sur la ligne de la rivière Bug. Le 15 juillet Lénine a adressé à Joseph Unszlicht, communiste polonais, les mots éloquents : « Nous rassemblons toutes nos forces pour porter le coup de grâce à Piłsudski »³¹. Un mois plus tard, les troupes de l'Armée rouge commandées par Mikhaïl Toukhatchevski ont atteint les périphéries de Varsovie où des combats violents ont eu lieu. Les soldats soviétiques ont tenté de traverser la Vistule au nord de la capitale polonaise – dans la région de Płock et de Włocławek. Cela aurait facilité la saisie de Varsovie depuis l'Ouest. Dirigée par le général Władysław Sikorski, la 5^e armée défendait l'accès au centre de la Pologne sur la rivière Wkra³². De farouches combats faisaient rage aux environs de Lviv (Léopol)³³.

Le 23 juillet 1920 à Smolensk, à l'initiative du Parti communiste russe (bolchevik) le Bureau polonais du Comité central de cette organisation a été transformé en Comité révolutionnaire provisoire polonais (Tymczasowy Komitet Rewolucyjny Polski – Polrewkom) qui se composait entre autres de Feliks Dzerjinski, de Marchlewski, d'Unszlicht et de Feliks Kon. Une fois que l'Armée rouge a pris Białystok, la première grande ville à l'ouest de la ligne Curzon³⁴, le Comité s'est

²⁹ Z. Karpus, *Wschodni sojusznicy Polski w wojnie 1920 roku. Oddziały wojskowe ukraińskie, rosyjskie, kozackie i białoruskie w Polsce w latach 1919–1920*, Toruń 1999, pp. 16–64; J.J. Bruski, *Petlurowcy*, pp. 165–237.

³⁰ A. Smoliński, *1 Armia Konna podczas walk na polskim teatrze działań wojennych w 1920 roku. Organizacja, uzbrojenie, wyposażenie oraz wartość bojowa*, Toruń 2008.

³¹ *Политбюро ЦК РКП (б)-ВКП(б) и Коминтерн 1919–1943. Документы*, ред. Г.М. Адидбеков и др., Москва 2004, p. 53.

³² W. Sikorski, *La campagne polono-russe de 1920*, trad. par M. Larcher, préface de F. Foch, Paris 1928.

³³ *Bitwa lwowska 25 VII – 18 X 1920. Dokumenty operacyjne, cz. 1: (25 VII – 5 VIII)*, red. M. Tarczyński, Warszawa 2002; *Bitwa lwowska 25 VII – 18 X 1920. Dokumenty operacyjne, cz. 2: (6–20 VIII)*, red. M. Tarczyński, Warszawa 2004; *Bitwa lwowska i zamojska 25 VII – 18 X 1920. Dokumenty operacyjne, cz. 3: (21 VIII – 4 IX)*, red. M. Tarczyński, Warszawa 2009.

³⁴ Proclamée en décembre 1919 par le Conseil suprême des principales puissances alliées et associées sous l'inspiration du premier ministre britannique, David Lloyd George et premier ministre

empresé de proclamer la prise du pouvoir en Pologne. À Vilnius, il a été publié un *Manifeste aux travailleurs polonais des villes et des villages*, rédigé par Dzerjinski, dont le postulat principal était de créer une République socialiste soviétique polonaise³⁵. Suite aux avancées de l'Armée rouge, le Comité s'est installé à Wyszaków. Par manque de volontaires voulant y servir, les projets visant à créer une Armée rouge polonaise ont néanmoins fait long feu. La terreur et les sentences très lourdes prononcées par des tribunaux révolutionnaires mis en place ont dissuadé les Polonais de la région de Vilnius et de Białystok de soutenir les communistes et le Comité. Cette première tentative de la soviétisation de la Pologne a donc échoué. Après la débâcle de l'Armée rouge, le Comité s'est vu contraint de se retirer à l'Est, d'abord à Białystok, puis à Minsk, après quoi il a été dissolu³⁶. La grande majorité des Polonais, y compris des représentants de la classe ouvrière, se sont dressés contre le danger communiste en soutenant l'effort de guerre collectif. Des volontaires représentant tous les groupes sociaux affluaient dans les rangs de l'armée polonaise³⁷.

La défense de la patrie était considérée comme une guerre patriotique pour l'indépendance et la liberté de la Pologne, bref, une guerre pour tout ce qui était le plus précieux car récemment recouvré. Lénine et ses camarades espéraient que la prise de Varsovie entraînerait la capitulation de l'armée polonaise et la soumission de la République de Pologne à un pouvoir communiste lequel suivrait et mettrait en œuvre la ligne politique dictée par Moscou. Ainsi, les territoires polonais deviendraient un pont qui permettrait l'exportation future de la révolution dans la direction occidentale, en particulier en Allemagne. La Pologne était donc considérée comme la clé de l'expansion des idées révolutionnaires dans le cœur de l'Europe. Tel était l'esprit des proclamations de Toukhatchevski dont les troupes stationnaient aux alentours de Varsovie³⁸.

La situation désastreuse sur le front a contraint les Polonais d'entamer des démarches diplomatiques visant à obtenir l'appui des puissances occidentales. En hiver 1920, le ministre des Affaires étrangères polonais, Stanisław Patek, avait essayé de convaincre les Français et les Britanniques de soutenir l'action militaire planifiée sur le territoire ukrainien. Ces démarches s'étaient soldées par un échec cuisant car tant Paris que Londres croyaient toujours à la reconstruction d'une

français, Georges Clemenceau, et nommée en 1920 d'après le ministre des Affaires étrangères britannique, George Curzon, elle passait par Grodno, traversait Niemirow, Brest, Dorohusk, puis passait à l'est de Hrubieszów et se terminait à l'ancienne frontière austro-russe, sans couper la Galicie dont l'appartenance devait faire l'objet de négociations futures.

³⁵ M. Wołos, A. Шубин, *Отношения между Советской Россией и Польшей в 1918–1921 гг.*, [dans :] *Россия и Польша: преодоление исторических стереотипов 1918–1991 гг. Пособие для учителей истории*, отв. ред. Л.Е. Горизонтов, Р. Внук, науч. руков. проекта А.О. Чубарьян, Москва 2019, p. 20.

³⁶ M. Klimecki, *Sowietyzacja Polski w 1920 roku*, p. 143.

³⁷ H. Seton-Watson, *Eastern Europe between the Wars 1918–1941*, Cambridge 1945, p. 160.

³⁸ Ю. Кантор, *Война и мир Михаила Тухачевского*, Санкт-Петербург 2008, pp. 167–205; Б. Соколов, *Тухачевский*, Москва 2008, pp. 98–147.

Russie non-communiste qui ne manquerait pas de revendiquer ses anciennes provinces occidentales peuplées majoritairement d'Ukrainiens et de Biélorusses. Les Polonais avaient été mis en garde contre l'extension de leurs visées conquérantes au-delà de la limite ethnographique qui pour les hommes politiques occidentaux correspondait à la ligne Curzon³⁹. En juillet 1920, le premier ministre polonais, Władysław Grabski, s'est rendu à Spa en Belgique pour solliciter la médiation des puissances à l'issue du conflit soviéto-polonais⁴⁰. Le 10 juillet, cette initiative a été reprise par le premier ministre britannique, Lloyd George, qui s'est offert en tant qu'arbitre, tout en dictant à la partie polonaise des conditions très désavantageuses : elle devait accepter la ligne Curzon comme frontière orientale de la Deuxième République, restituer Vilnius aux Lituaniens, céder aux Tchèques la zone litigieuse de la Silésie de Cieszyn (Teschen) et accorder des concessions substantielles dans la Ville libre de Gdańsk (Danzig)⁴¹. Grabski a accepté de telles conditions. Le lendemain, le gouvernement britannique a envoyé une note à Moscou dans laquelle il proposait des modalités du cessez-le-feu. À l'insu des Polonais, les Britanniques avaient divisé le territoire de la Galicie, en prolongeant la ligne Curzon. Celle-ci devait courir désormais à l'ouest de Rawa Ruska (Rava-Rouska) et à l'est de Przemyśl, puis dans la direction des Carpates. De cette façon, Lviv devait rester du côté soviétique. Quant à la frontière avec la Lituanie, elle devait suivre la ligne de chemin de fer Grodno–Vilnius, puis courir jusqu'à Daugavpils. Au nom du gouvernement soviétique, Tchitcherine a rejeté les propositions de Lloyd George, donnant à comprendre que la seule façon de mettre fin au conflit est d'entamer des négociations directes bilatérales entre Moscou et Varsovie⁴².

La première tentative d'entreprendre de telles négociations n'a donné aucun résultat : la délégation envoyée de Varsovie et dirigée par le ministre adjoint des Affaires étrangères, Władysław Wróblewski, a été révoquée car elle n'avait pas été mandatée de parler d'un cessez-le-feu immédiat. L'Armée rouge continuant sa marche vers l'Ouest, le temps jouait en faveur de la partie soviétique. Ce n'est que le 14 août qu'une autre délégation avec le ministre adjoint des Affaires étrangères polonais, Jan Dąbski, s'est rendue à Minsk où trois jours plus tard les négociations ont finalement commencé. Karl Daniszewski représentant la partie soviétique a présenté aux délégués polonais les postulats de base définis par Moscou : la ligne Curzon comme frontière orientale de la Deuxième République, la réduction de l'armée polonaise à 50 mille hommes en un mois, la cession aux Soviétiques d'un surplus d'armes et de matériel militaire, le démantèlement de l'industrie

³⁹ M. Gmurczyk-Wrońska, *Stanisław Patek w dyplomacji i polityce (1914–1939)*, Warszawa 2013, pp. 78–106.

⁴⁰ W. Grabski, *Wspomnienia ze Spa*, wstęp i oprac. S. Kirkor, Londyn 1973, pp. 13–33.

⁴¹ *Dokumenty z dziejów polskiej polityki zagranicznej 1918–1939*, t. I: 1918–1932, red. T. Jędruszczak, M. Nowak-Kielbikowa, Warszawa 1989, pp. 99–100.

⁴² A. Nowak, *Pierwsza zdrada Zachodu. 1920 – zapomniany appeasement*, Kraków 2015, pp. 144–158; *Советско-польские отношения в 1918–1945 гг.*, т. 1, pp. 90–151.

de guerre polonaise, l'amnistie des prisonniers politiques et la liberté du transit à travers le territoire de la Pologne. En fait, c'étaient des conditions qui violaient la souveraineté et l'indépendance polonaises et ouvraient la voie à la soviétisation de la jeune République⁴³.

Le 15 août 1920, l'armée polonaise a lancé une attaque sur les hauteurs de la rivière Wieprz. En quelques jours, la situation sur le front a changé de façon spectaculaire. Les Polonais sont passés à la contre-offensive, rejetant les troupes de Toukhatchevski loin de Varsovie et faisant prisonniers environ 60 mille soldats soviétiques. L'Armée Rouge n'a pas réussi non plus à prendre Lviv. Le 31 août, près de Komarów a eu lieu une grande bataille de cavalerie entre les forces polonaises victorieuses et la I^{re} Armée de Boudionny. En septembre, durant les batailles sur le Niémen, Piłsudski a une nouvelle fois écrasé les troupes soviétiques concentrées dans la région. Grodno et Lida ont également été occupées. À la suite de l'offensive d'automne, les Polonais ont pris Molodetchno, Vileïka et Minsk⁴⁴. Le service de renseignement efficace a joué un rôle énorme dans la victoire polonaise, en particulier le service de radiorensignement. Les Polonais ont brisé les chiffres soviétiques et ont pu anticiper les opérations militaires de l'Armée rouge⁴⁵. En octobre – suite à la soi-disant « mutinerie du général Lucjan Żeligowski », inspirée de fait par Piłsudski – l'armée polonaise a pris le contrôle de Vilnius avec sa région, qui, en vertu de l'accord du 12 juillet 1920, avaient été cédés aux Lituaniens par les Soviétiques, même si le transfert effectif de la ville a eu lieu plus tard, lors des défaites infligées à l'Armée rouge par les Polonais⁴⁶.

L'atmosphère des négociations menées à Minsk a changé en raison des succès fulgurants de l'armée polonaise. Le lieu des pourparlers a été transféré dans la ville neutre de Riga. La délégation soviétique avait à sa tête un négociateur expérimenté, Adolf Ioffe. Formellement, elle représentait deux pays – la République socialiste fédérative soviétique de Russie et la République socialiste soviétique d'Ukraine. La délégation polonaise, composée de nombreux parlementaires, hommes politiques et militaires, était dirigée toujours par Dąbski, mais c'est Stanisław Grabski, membre du Parti national-démocrate et partisan du concept d'incorporation, qui jouait les premiers violons. Les Polonais avaient renoncé à inclure dans les pourparlers leurs alliés de la République nationale (populaire) ukrainienne, se rendant compte

⁴³ J. Dąbski, *Pokój ryski. Wspomnienia, pertraktacje, tajne układy z Joffem, listy*, Warszawa 1931, p. 29.

⁴⁴ J. Pajewski, *Budowa Drugiej Rzeczypospolitej 1918–1926*, Poznań 2007, pp. 70–79; М.И. Мельтюхов, *17 сентября 1939*, pp. 101–119; T. Kutrzeba, *Bitwa nad Niemnem (wrzesień–październik 1920)*, Warszawa 1926.

⁴⁵ G. Nowik, *Zanim złamano „Enigmę”... Polski radiowywiad podczas wojny z bolszewicką Rosją 1918–1920*, [cz.] 1, Warszawa 2004; idem, *Zanim złamano „Enigmę”... rozszyfrowano rewolucję. Polski radiowywiad podczas wojny z bolszewicką Rosją 1918–1920*, [cz.] 2, Warszawa 2010.

⁴⁶ Archiwum Muzeum Narodowego w Krakowie, Spuścizna Ryszarda Kiersnowskiego, sygn. 66/31, L. Żeligowski, *Zajęcie Wilna w roku 1920*; P. Łossowski, *Konflikt polsko-litewski*, pp. 161–185.

que la présence de délégués de Petlioura pourrait rendre difficile voire impossible la signature de la paix. Le 12 octobre 1920, les préliminaires de la paix ont été conclus et un cessez-le-feu devait prendre effet à partir du 18 octobre. La ligne de démarcation devait courir du nord vers le sud le long de la rivière Daugava (Dvina occidentale) et au sud-est jusqu'à la rivière Vilia, de là, elle se dirigeait jusqu'à la rivière Łań et son confluent avec la rivière Pripyat, le long de la rivière Stawga par la bourgade de Korets jusqu'à la rivière Horyn, et, de là, à la rivière Białozorka et plus loin jusqu'à la Zbrouch et son confluent avec le fleuve Dniestr⁴⁷. Après l'armistice, les troupes russes et biélorusses du général Stanisław Bułak-Bałachowicz et d'autres alliés polonais représentant des tendances antisoviétiques ont continué à combattre. Ainsi, les dispositions des préliminaires de paix ont-elles été violées ce que la délégation soviétique avait raison de reprocher aux Polonais car Varsovie continuait à soutenir en sous-main ses alliés existants. Leur combat solitaire prendra fin suite à une action efficace de l'Armée rouge. Les forces en question devront finalement se replier derrière la ligne de démarcation où elles seront désarmées par les troupes polonaises et les soldats transférés dans des camps d'internement. Aux yeux de nombreux participants à ces luttes, l'attitude de Varsovie apparaissait comme une trahison. Cela valait en particulier pour les soldats de Petlioura, fidèles jusqu'au bout à leur allié polonais⁴⁸.

Le 17 novembre, dans la Maison des Têtes Noires – une célèbre maison médiévale située à Riga, a été inaugurée la partie décisive de la conférence qui allait conduire à la signature du traité de paix. Les débats étaient organisés au sein de quatre commissions : affaires territoriales, affaires juridiques et politiques, affaires économiques et financières et échange de prisonniers et d'otages. On se disputait autour de quelques questions clés. L'une d'elles concernait le réajustement de la frontière suite à de nombreuses pétitions des habitants des zones frontalières. En conséquence, les Polonais ont réussi à obtenir 3 mille km² supplémentaires. Il faut remarquer cependant que la population polonaise vivant dans les zones frontalières, mais du côté soviétique, se sentait lésée par les dispositions du traité et adressait de vifs reproches aux autorités de Varsovie, les accusant de l'avoir livrée en proie aux bolcheviks. De menues concessions territoriales étaient considérées par Ioffe comme une puce de négociation qu'il utilisait pour n'avoir pas à céder en matière économique et financière où il se voyait obligé de défendre une position intransigeante.

⁴⁷ *Документы внешней политики СССР*, т. III, Москва 1959 (plus loin: *ДВИ*), pp. 245–258; J. Dąbski, *Pokój ryski*, p. 34; *Traktat ryski 1921 roku po 75 latach*, red. M. Wojciechowski, Toruń 1998; J. Borzęcki, *The Soviet-Polish Peace of 1921 and the Creation of Interwar Europe*, New Haven – London 2008; *Zapomniany pokój. Traktat ryski. Interpretacje i kontrowersje 90 lat później*, red. S. Dębski, Warszawa 2013; *Забывтый мир. Рижский договор 1921 года: интерпретации и споры*, под ред. С. Дембского, ред. русского издания А. Мальгин, Москва 2014.

⁴⁸ J.J. Bruski, *Petlurowcy*, pp. 223–237; J. Gierowska-Kałużur, *Stanisław Bułak-Bałachowicz. Postać, która mogła połączyć narody byłego Wielkiego Księstwa Litewskiego, a jednak ich nie połączyła*, „Acta Baltico-Slavica”, 2017, nr 41, pp. 77–155.

Il semble difficile de souscrire à l'opinion selon laquelle la partie soviétique aurait été prête à céder à la Deuxième République polonaise davantage de territoires avec Minsk dont les troupes polonaises s'étaient pourtant retirées. Un autre contentieux concernait le montant de la somme forfaitaire d'indemnisation pour les biens polonais pillés ou détruits. Les Polonais réclamaient une somme de 85 millions de roubles-or. Inflexible sur ce point, Ioffe s'obstinait cependant à ne pas dépasser la somme de 30 millions de roubles, faisant valoir les dévastations que la guerre et la révolution avaient infligées aux républiques soviétiques et partant l'impossibilité de consentir aux exigences de la délégation polonaise. Sa position a finalement été approuvée. De nombreuses émotions ont été suscitées lors des tractations portant sur le sort des troupes de Petlioura et de Bułak-Bałachowicz, mais leur internement par les Polonais a temporairement suspendu la question. Parmi les problèmes les plus épineux qui ont fait l'objet de pourparlers figurait la restitution à la Pologne du patrimoine matériel et culturel confisqué aux XVIII^e et XIX^e siècles ainsi que celle des biens évacués du Royaume de Pologne durant la Grande Guerre. Les Soviétiques se sont engagés à faire retour à l'État polonais des archives, des œuvres d'art, de toute sorte d'objets ou collections ayant une valeur historique, artistique, archéologique ou scientifique, ainsi que des moyens de production industrielle évacués à l'Est et une disposition correspondante a trouvé sa place dans le texte du traité. L'établissement des relations diplomatiques officielles entre les parties contractantes a été une autre décision importante. Les négociations à Riga ont servi aux deux délégations de terrain d'essai. La jeune diplomatie soviétique et la diplomatie polonaise, encore plus jeune, apprenaient à rechercher des compromis difficiles dans leurs relations réciproques. L'absence de dispositions spéciales relatives aux sanctions en cas d'inexécution des stipulations du traité a été une lourde erreur dont la partie polonaise allait bientôt découvrir toutes les conséquences. Après tout, les Polonais étaient guidés par la maxime latine *pacta sunt servanda* et peut-être croyaient-ils naïvement que l'autre partie allait également s'y conformer⁴⁹.

Aucune des deux parties contractantes n'était prête à reprendre le conflit armé. Le deux jeunes États n'avaient ni les forces, ni les moyens de continuer les combats. Les Soviétiques devaient consolider leur pouvoir et mener des réformes prévues – économiques, sociales et politiques. La révolte des marins de Kronstadt, brutalement matée par l'Armée rouge commandée par Toukhatchevski, représentait dans leur cas une sorte de *memento*⁵⁰. Les Polonais, de leur côté, se voyaient

⁴⁹ W. Materski, *Na widecie*, pp. 111–116; M. Wołos, *The Eastern Policy. Relations Between the Second Polish Republic and the Soviet Union and Other Eastern European Countries*, [dans :] *Diplomacy in the Service of the Second Polish Republic 1918–1939 (articles and studies): proceedings of the Foreign Service Day Conference 16 November 2018*, Warszawa 2019, pp. 172–173; *idem*, *Traktat ryski w praktyce dyplomacji sowieckiej (wybrane przykłady)*, [dans :] *Zapomniany pokój*, pp. 231–250.

⁵⁰ Ю. Кантор, *Война и мир Михаила Тухачевского*, pp. 216–242; Б. Соколов, *Тухачевский*, pp. 148–164.

obligés de faire face au plébiscite organisé en Haute-Silésie, d'arranger leurs relations d'après-guerre avec presque tous leurs voisins et, enfin, de résoudre toute une série de problèmes internes⁵¹. La signature par la Pologne d'accords avec la France (19 février 1921) et la Roumanie (3 mars 1921) était non sans importance pour accélérer les négociations dans leur phase finale, ces alliances renforçant considérablement sa position sur la scène internationale.

Le traité de paix a été conclu à Riga le 18 mars 1921⁵². Du côté soviétique, il a été signé par les délégués des gouvernements de la République fédérative soviétique socialiste russe, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine, dont Adolf Ioffe, Yakov Ganetsky et Leonid Obolensky. Du côté polonais, par les plénipotentiaires du gouvernement polonais, parmi lesquels il faut mentionner Dąbski, Wasilewski et Henryk Strasburger. La paix de Riga représente un élément clé de l'ordre international dans la partie centrale et orientale de l'Europe. Elle stabilisait sa situation internationale en complétant le système de Versailles qui n'avait pas réglé toutes les affaires ayant trait à cette partie du continent. Qui plus est, la paix de 1921 garantissait, directement ou indirectement, l'indépendance ou, du moins, des conditions d'existence pacifique non seulement à la Pologne, mais aussi à la Lituanie, à la Lettonie, à l'Estonie, à la Finlande et, dans une moindre mesure, à la Roumanie. Les Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie, et plus tard l'Union soviétique se portaient de leur plein gré garantes de son exécution. Néanmoins, force est de constater qu'aux yeux des Biélorusses et des Ukrainiens désireux de créer leurs États indépendants le traité de Riga représentait un coup porté à leurs intérêts puisqu'il sanctionnait la division des territoires peuplés de leurs compatriotes. On ne saurait donc s'étonner qu'il ait été condamné non seulement par les représentants en exil de la République populaire biélorusse, mais aussi par la grande majorité des milieux ukrainiens⁵³.

Le bilan de la guerre polono-soviétique était tragique. Nous ne disposons pas de statistiques fiables relatives au nombre des soldats tués, des prisonniers de guerre, des soldats portés disparus qui combattaient des deux côtés de la ligne du front. De même, nous n'avons que des estimations sur les pertes subies par les civils. Les données disponibles montrent que lors des luttes pour les frontières de la Deuxième République, dans les années 1918–1920, plus de 250 mille soldats polonais ont été tués, blessés ou sont disparus. Dans ce nombre, plus de 90% sont des victimes de la guerre soviéto-polonaise de 1919–1920, époque où l'ampleur et l'étendue des combats étaient les plus grands. Les pertes soviétiques sont mieux connues pour 1920, c'est-à-dire pour la période d'une grande intensité d'affrontements. Sur les

⁵¹ R. Porte, *Haute-Silésie 1920–1922. Laboratoire des leçons oubliées de l'armée française et perceptions nationales*, Paris 2009, p. 61; F. Dessberg, *Enjeux et rivalités politiques franco-britanniques: le plébiscite de Haute-Silésie (1921)*, « *Revue historique des armées* », 2009, no 1 (254), pp. 53–66.

⁵² *Dokumenty z dziejów polskiej polityki zagranicznej*, pp. 150–175; ДВП, т. III, pp. 618–658.

⁵³ J.J. Bruski, *Petlurowcy*, pp. 252–269; О.Н. Боровская, *Советско-польские переговоры*, pp. 163–241.

fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest, environ 18 mille soldats ont été tués, 17,5 mille sont morts de maladies et jusqu'à 95 mille sont disparus ou ont été faits prisonniers. Cela fait un nombre total de 130 mille victimes auxquelles il faut ajouter environ 102 mille blessés et malades⁵⁴.

Les estimations des historiens polonais et russes contemporains relatives au nombre de décès parmi les prisonniers de guerre diffèrent de manière significative. Selon les calculs du côté polonais, environ 16–18 mille prisonniers de guerre soviétiques détenus dans des camps sur le territoire de la Deuxième République polonaise seraient morts, principalement en raison de maladies infectieuses qui sévissaient sur le front (typhoïde, dysenterie, grippe). Les historiens russes estiment que leur nombre est plus élevé. Tout d'abord, ils avançaient le chiffre d'environ 18–20 mille et ces dernières années, ils évoquent même plus de 30 mille. Le nombre de 60 voire 150 mille prisonniers de guerre soviétiques décédés en captivité polonaise, avancé parfois dans la littérature russe ou dans la presse populaire, n'a aucun fondement dans la réalité. Des cas de mauvais traitements ou d'exécutions de soldats soviétiques capturés n'étaient que sporadiques, leurs auteurs étaient poursuivis devant le tribunal et condamnés à des peines de prison. D'autre part, selon les analyses des historiens polonais, environ 45 mille soldats de l'armée polonaise ont été faits prisonniers par les bolcheviks. Entre 16 et 20 mille personnes ne reviendront jamais. Ces estimations ne tiennent compte ni des personnes tuées immédiatement après leur capture sur la ligne de front, ni des membres de l'organisation d'indépendance, en particulier de l'Organisation militaire polonaise (Polska Organizacja Wojskowa – POW), fusillés dans l'arrière-front. D'après les calculs des historiens russes, qui ne manquent pas de souligner que leurs analyses ne reposent que sur des données bien fragmentaires, seuls deux mille environ prisonniers de guerre polonais sont morts en captivité soviétique et le sort de deux mille autres reste inconnu. Comme on le voit, les écarts dans les estimations sont significatives des deux côtés. Il n'y a pas de données précises sur le nombre de prisonniers de guerre qui ont décidé de ne pas retourner dans leur pays d'origine⁵⁵.

À Riga, les négociateurs des États signataires ont réglé la question du rapatriement des citoyens désireux de retourner dans leur patrie. Parmi les premiers à rapatrier, il y avait d'abord des prisonniers de guerre et les civils, et en second

⁵⁴ M. Wołos, A. Шубин, *Отношения между Советской Россией и Польшей*, p. 26.

⁵⁵ Z. Karpus, *Jeńcy i internowani rosyjscy i ukraińscy na terenie Polski w latach 1918–1924*, Toruń 1999; *Zwycięzcy za drutami. Jeńcy polscy w niewoli (1919–1922). Dokumenty i materiały*, oprac. S. Alexandrowicz, Z. Karpus, W. Rezmer, Toruń 1995; *Красноармейцы в польском плену в 1919–1922 гг. Сборник документов и материалов*, сост. Н.Е. Елисеева, Г.Ф. Матвеев, К.К. Миронова, Н.С. Тархова, З. Карпус, В. Резмер, Э. Росовска, Москва 2004; *Польские военнопленные в РСФСР, БССР и УССР в 1919–1922 гг. Документы и материалы*, ред. И.И. Костюшко, Москва 2004; Г.Ф. Матвеев, В.С. Матвеева, *Польский плен. Военнослужащие Красной армии в плену у поляков в 1919–1921 годах*, Москва 2011; A. Smoliński, *O „czerwona” Rosję, „czerwona” Europę i „czerwony” świat. Studia o potencjale militarnym Sowietów w latach 1918–1941*, Toruń 2015, pp. 226–234.

lieu, des otages de guerre et des personnes internées. Venait enfin le tour de la plus grande opération en ce qui concerne les Polonais, à savoir le rapatriement de masse. Elle concernait toute personne qui ne voulait pas accepter la citoyenneté soviétique et ne désirait pas vivre sous le régime bolchevique. Rien qu'entre la mi-juin et la mi-septembre 1921, 370 mille rapatriés arrivent en Pologne. Leur nombre total aurait atteint approximativement plus d'un million de personnes. Dans ce nombre, il faut compter non seulement des Polonais, mais aussi des personnes d'origine ukrainienne, biélorusse, lituanienne et juive qui avaient vécu dans les zones incorporées à la République de Pologne en vertu du traité de Riga⁵⁶. La Pologne a également été un pays de transit pour des soldats russes faits prisonniers pendant la Première Guerre mondiale qui revenaient dans leur pays. Leur nombre s'élevait à plusieurs centaines de milliers⁵⁷.

* * *

Je fais partie d'un groupe d'historiens qui estiment que le traité de Riga complète le système de Versailles pour l'Europe centrale et orientale. C'est pourquoi j'utilise le terme « ordre » ou même « système de Versailles et Riga »⁵⁸. La violation de la frontière de Riga par le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939, suivie de l'agression allemande et soviétique contre la Pologne, a conduit à l'effondrement de ce système. Ce n'est pas un hasard si la fin de la frontière de Riga était synonyme de la fin d'un ordre de Versailles et Riga en Europe centrale et orientale. La chute de la Pologne en 1939 a entraîné la chute de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie, l'agression soviétique contre la Finlande et enfin l'intégration de la

⁵⁶ C. Żołędowski, „Pierwsza repatriacja”. *Powroty i przyjazdy osiedleńcze do Polski ze wschodu po I wojnie światowej*, „Studia Migracyjne – Przegląd Polonijny”, 2017, z. 1 (163), pp. 63–93; W. Materski, *Pobocza dyplomacji. Wymiana więźniów politycznych pomiędzy II Rzeczpospolitą a Sowietami w okresie międzywojennym*, Warszawa 2002.

⁵⁷ Российский государственный военный архив, Москва, Политические организации Польши периода первой мировой войны / Polskie organizacje polityczne z okresu I wojny światowej 1914–1918, ф. 483к, оп. 6, д. 5, lettre de B. Wieniawa-Długoszowski (de Paris) à J. Piłsudski du 12 mai 1919, p. 15.

⁵⁸ A. Nowak, *Stosunki polsko-rosyjskie i polsko-sowieckie (1919–1921) a ład wersalski*, [dans :] *Od Wersalu do Poczdamu. Sytuacja międzynarodowa Europy Środkowo-Wschodniej 1918–1945. Materiały sesji naukowej w Instytucie Historii PAN, 23–24 października 1995 r.*, red. A. Koryn, Warszawa 1996, pp. 30–42; S. Dębski, *Kilka uwag o systemie wersalsko-ryskim i znaczeniu traktatu ryskiego w historii Europy*, [dans :] *Zapomniany pokój*, pp. 13–31; M. Kornat, *Zrozumieć system wersalski, czyli o genezie II wojny światowej*, „Dzieje Najnowsze”, 2009, nr 3, pp. 7–11; M. Волос, *Место и значение Версальско-Вашингтонской (или Версальско-Рижско-Вашингтонской) системы в международных отношениях XIX–XXI вв.*, [dans :] *Версальско-Вашингтонская международно-правовая система: зарождение, развитие, кризис, 1919–1939 гг.*, ред. Е.Ю. Сепреев, Москва 2011, pp. 8–16; *Ład wersalsko-ryski w Europie Środkowo-Wschodniej*, red. M. Kornat, M. Satora, Kraków 2013; T. Schramm, *Długie i krótkie stulecie. Szkice z historii XIX i XX wieku*, red. M. Praczyk, Poznań 2019, pp. 83–100; M. Wołos, *A New Order in Central and Eastern Europe: Polish-Soviet Negotiations and the Peace of Riga (1920–1921)*, „Zapiski Historyczne”, 2021, t. 86, z. 2, pp. 97–124.

Bessarabie et de la Bucovine du Nord dans l'Union soviétique. Ces changements se sont produits dans les années 1939–1940. D'où la conclusion selon laquelle la frontière entre la Pologne et l'Union soviétique établie dans le traité de Riga était un facteur de stabilisation de l'Europe centrale et orientale.

Wojna polsko-sowiecka 1919–1921 i traktat ryski jako element stabilizujący w Europie Środkowo-Wschodniej

Streszczenie

Przyczyny wojny polsko-sowieckiej leżały w przeciwstawnych koncepcjach obu stron. Bolszewicy kierowali się planami eksportu rewolucji na zachód i zamiarem budowania państwa bolszewickiego w granicach Imperium Rosyjskiego sprzed 1914 r. (z wyjątkiem Finlandii i dawnego Królestwa Polskiego). Polska była dla nich przeszkodą. Józef Piłsudski i jego zwolennicy starali się realizować koncepcję federacji, polegającą na stworzeniu szeregu państw na wschód od Polski, stanowiących bufor oddzielający Rzeczpospolitą od Rosji. Lider narodowej demokracji Roman Dmowski i jego stronnicy opowiedzieli się za koncepcją inkorporacyjną o charakterze unitarnym, z nadrzędną rolą polskości. Jej istota polegała na włączeniu do Polski tych obszarów na wschodzie, na których Polacy mogli dominować. Wojna polsko-sowiecka nie była tylko wojną o granice. Czynnikiem ideologiczny był dla Moskwy kluczowy. Z kolei dla Polaków była to wojna o wszystko – własne państwo, niepodległość, suwerenność. Kolejne etapy konfliktu pokazały, że realizacja koncepcji federacji okazała się niemożliwa z powodu braku zainteresowania ze strony Litwinów, Białorusinów i Ukraińców. Można się spierać, czy sojusz Piłsudski-Petlura był próbą jej realizacji na odcinku ukraińskim. Negocjacje zakończyły się 18 marca 1921 r. podpisaniem traktatu pokojowego w Rydze, na mocy którego określono przebieg granicy i uregulowano zasady współżycia sygnatariuszy. Granica została wytyczona zgodnie z koncepcją inkorporacyjną. Traktat ryski był uzupełnieniem porządku ustanowionego w Paryżu w 1919 r. Podeptanie przez Sowiety traktatu ryskiego w 1939 r. spowodowało utratę niepodległości przez Polskę, Litwę, Łotwę i Estonię oraz włączenie części Finlandii i Rumunii do ZSRS. Ustanowiony w Rydze porządek runął wraz z rozmontowywanym wcześniej ładem określonym w Paryżu, co można potraktować jako dowód na komplementarny charakter traktatów wersalskiego i ryskiego.

The Polish-Soviet War of 1919–21 and the Treaty of Riga as a Stabilising Element in Central and Eastern Europe

Abstract

Any of the warring parties did not declare the Polish-Soviet War of 1919–21. Instead, it was driven by the Bolshevik plans to export the revolution to western Europe, especially to Germany, and their intentions to build a Bolshevik state at least within the borders of the Russian Empire before 1914 (except for Finland and the former Kingdom of Poland). Bolsheviks of Polish nationality had also prepared plans for the Sovietization of the Polish state. Reborn Poland was a barrier and an obstacle that had to be either removed from the westward road to the revolution or subordinated to Moscow. On the other hand, the plans of Vladimir Lenin and other representatives of the Soviet elite were at loggerheads with the Polish border designs

in the east. Józef Piłsudski and his supporters tried to implement the federation concept, which consisted of creating several countries east of Poland that would become a buffer for Russia and, at the same time, would weaken its potential by their existence on the territory of the former Russian empire. In fear of Russian or Soviet imperialism, the hope was that these countries would gravitate toward Poland. On the other hand, the leader of the National Democrats, Roman Dmowski and his supporters were in favour of the incorporation concept. Its essence consisted of the inclusion in Poland only of areas in the east in which Poles dominated in culture. These were territories inhabited mainly by Ukrainians, Belarusians, Lithuanians and Jews. In practice, the incorporation concept coincided more or less with the border of the second partition of the Polish-Lithuanian Commonwealth (1793). Neither Piłsudski nor Dmowski could imagine a reborn Polish state without Vilnius and Lviv or the oil-bearing Boryslav-Drohobych Basin. However, the Chief of State Piłsudski did not dogmatically treat his concept. He believed that the federation concept was the maximum plan, while the incorporation concept was the minimum plan. Under such premises assumed by the Soviet and Polish sides, respectively, territorial conflict was inevitable. However, the Polish-Soviet War was not only a war for borders. The ideological factor in the form of the spread of communism and Soviet imperialism behind it was vital for Moscow. For Poles, especially in the breakthrough months of 1920, it was a war for everything – for their own state, independence, sovereignty; in other words – for the possibility of further existence.

Armed clashes began in late 1918 and early 1919 near Vilnius, occupied by the Red Army immediately after the retreat of the Germans. In April 1919, Piłsudski undertook a hazardous action to recapture Vilnius, which resulted in total success. Thus, Poland began to actively create its eastern policy without concealing its neighbours and the Western Powers' aspirations. The offensive of the Polish army lasted until the summer of 1919. Among other things, Minsk was seized and a line of former German trenches from the First World War was planted. Against the pressure of the Western Powers, Piłsudski did not cooperate with 'white' Russia (especially the Armed Forces of South Russia under the command of General Anton Denikin). He knew that the victory of the 'whites' would mean territorial concessions to Russia at the expense of Poland with full acceptance by the Entente. He was guided by the Polish *raison d'état*, knowing that the Western Powers would not support the Bolsheviks. In addition, the civil war in Russia weakened this state, which was beneficial for Poland. In 1919, it was impossible to find any partners who wished to implement the federation concept with the Poles among Lithuanians and Belarusians. As a result, the idea of creating such a broad federation lay in ruins. Only among the Ukrainians could Piłsudski find a partner. It was ataman Symon Petliura, who headed the Ukrainian People's Republic (Ukrainian National Republic), which was fighting both 'white' and 'red' Russia. Thanks to such common interests, the Poles and Ukrainians launched a joint offensive toward Kiev in April 1920 and quickly occupied the city. It was also a preventive measure, as Bolshevik leaders prepared an offensive against Poland after defeating the 'white' armies. Red Army troops were concentrated north and south of the Polesie swamps. In June 1920, the Bolsheviks counterattacked and quickly reached the outskirts of Warsaw and Lviv, where the heaviest fighting took place in July and August 1920. A successful counteroffensive of the Polish Army in mid-August turned the tide of the war. Shortly before the beginning of the Battle of Warsaw, the Bolsheviks dictated to the Poles peace conditions that were tantamount to the loss of sovereignty and would have meant Poland's Sovietization. After the victory of the Polish army, however, they withdrew these conditions.

Negotiations at the end of the war and the conclusion of peace took place first in Minsk, then in Riga. They lasted until 18 March 1921, when the peace treaty was signed. It established the borders between Poland, Russia, and Soviet Ukraine and regulated the rules of coexistence. The Polish-Soviet border was delineated under the incorporation concept proposed

by Dmowski and his supporters, represented during peace negotiations by Stanisław Grabski. Piłsudski did not apply pressure for a federation to be established. After the experiences of 1919 and 1920, he knew that this concept was impossible to implement in those conditions. It would not be an exaggeration to state that Piłsudski's idea was ahead of its time. The Treaty of Riga was a complement to the order established at the Paris Peace Conference in 1919. Some Polish historians, including the author of this text, use the term 'Versailles-Riga order' or even 'system'. The Soviet Union's trampling on the Treaty of Riga in September 1939 resulted in the loss of independence not only by Poland but also by Lithuania, Latvia and Estonia. It also brought about the incorporation of parts of Finland and Romania into the Soviet Union.

Польско-советская война 1919–1921 гг. и Рижский мирный договор как стабилизирующий элемент в Центральной и Восточной Европе

Аннотация

Автор статьи анализирует причины начала польско-советской войны 1919–1921 гг. и ее далеко идущие последствия для Польши, Советской России (позже Советского Союза), а также для Европы. Был сформулирован тезис о дополнительном значении Рижского мирного договора к Версальскому мирному договору. Автор использует термин «Версальско-Рижский порядок», существовавший в межвоенной Европе и окончательно свергнутый в 1939 г. после агрессии Германии и СССР против Польши.

Sources et bibliographie

Archives

Archiwum Instytutu Józefa Piłsudskiego w Ameryce, New York
Archiwum Michała Mościckiego

Archiwum Muzeum Narodowego w Krakowie
Spuścizna Ryszarda Kiersnowskiego

Российский государственный военный архив, Москва
ф. 483к: Политические организации Польши периода первой мировой войны / Polskie organizacje polityczne z okresu I wojny światowej 1914–1918

Sources imprimées

Bitwa lwowska 25 VII – 18 X 1920. Dokumenty operacyjne, cz. 1: (25 VII – 5 VIII), red. M. Tarczyński, Warszawa 2002.

Bitwa lwowska 25 VII – 18 X 1920. Dokumenty operacyjne, cz. 2: (6–20 VIII), red. M. Tarczyński, Warszawa 2004.

Bitwa lwowska i zamojska 25 VII – 18 X 1920. Dokumenty operacyjne, cz. 3: (21 VIII – 4 IX), red. M. Tarczyński, Warszawa 2009.

- Cisek J., *American Reports on the Polish-Bolshevik War 1919–1920*, Warszawa 2010.
- Dokumenty z dziejów polskiej polityki zagranicznej 1918–1939*, t. I: 1918–1932, red. T. Jędruszczyk, M. Nowak-Kiełbikowa, Warszawa 1989.
- Piłsudski J., *Pisma zbiorowe. Wydanie prac dotychczas drukiem ogłoszonych*, t. 5, red. K. Światalski, Warszawa 1937.
- Polskie Dokumenty Dyplomatyczne 1918 listopad – grudzień*, red. S. Dębski, współpr. P. Długolecki, Warszawa 2008.
- Polskie Dokumenty Dyplomatyczne 1919 styczeń – maj*, red. S. Dębski, Warszawa 2016.
- Polskie Dokumenty Dyplomatyczne 1919 czerwiec – grudzień*, red. S. Dębski, Warszawa 2019.
- Tajne rokowania polsko-radzieckie w 1919 r. Materiały archiwalne i dokumenty*, oprac. W. Gostyńska, Warszawa 1986.
- Wołos M., *Stanowisko Francji wobec wojny polsko-bolszewickiej (23 VII – 15 VIII 1920)*, „Czasy Nowożytne. Periodyk poświęcony dziejom polskim i powszechnym od XV do XX wieku”, 1998, t. V, pp. 133–154.
- Zwycięzcy za drutami. Jeńcy polscy w niewoli (1919–1922). Dokumenty i materiały*, oprac. S. Alexandrowicz, Z. Karpus, W. Rezmer, Toruń 1995.
- Документы внешней политики СССР*, t. III, Москва 1959.
- Красноармейцы в польском плену в 1919–1922 гг. Сборник документов и материалов*, сост. Н.Е. Елисеева, Г.Ф. Матвеев, К.К. Миронова, Н.С. Тархова, З. Карпус, В. Резмер, Э. Росовска, Москва 2004.
- Политбюро ЦК РКП (б)-ВКП(б) и Коминтерн 1919–1943. Документы*, ред. Г.М. Адиебеков и др., Москва 2004.
- Польские военнопленные в РСФСР, БССР и УССР в 1919–1922 гг. Документы и материалы*, ред. И.И. Костюшко, Москва 2004.
- Советско-польские отношения в 1918–1945 гг. Сборник документов в четырех томах*, т. 1: 1918–1926, ред. М.М. Наринский, А.В. Мальгин, Москва 2017.

Mémoires, témoignages

- Dąbski J., *Pokój ryski. Wspomnienia, pertraktacje, tajne układy z Joffem, listy*, Warszawa 1931.
- Grabski W., *Wspomnienia ze Spa*, wstęp i oprac. S. Kirkor, Londyn 1973.
- Sikorski W., *La campagne polono-russe de 1920*, trad. par M. Larcher, préface de F. Foch, Paris 1928.

- Деникин А.И., *Кто спас советскую власть от гибели*, [dans :] А.И. Деникин, А.А. Лампе, *Трагедия белой армии*, Москва 1991, pp. 3–12.
- Деникин А.И., *Путь русского офицера*, Москва 2012.

Bibliographie

- Borzęcki J., *The Soviet-Polish Peace of 1921 and the Creation of Interwar Europe*, New Haven – London 2008.
- Bruski J.J., *Pełturowscy. Centrum Państwowe Ukraińskiej Republiki Ludowej na wychodźstwie (1919–1926)*, Kraków 2004.
- Cimek H., Kieszczyński L., *Komunistyczna Partia Polski 1918–1939*, Warszawa 1984.
- Dessberg F., *Enjeux et rivalités politiques franco-britanniques : le plébiscite de Haute-Silésie (1921)*, « Revue historique des armées », 2009, no 1 (254), pp. 53–66.

- Dębski S., *Kilka uwag o systemie wersalsko-ryskim i znaczeniu traktatu ryskiego w historii Europy*, [dans :] *Zapomniany pokój. Traktat ryski. Interpretacje i kontrowersje 90 lat później*, red. S. Dębski, Warszawa 2013, pp. 13–31.
- Duroselle J.-B., *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris 1981.
- Engelstein L., *Russia in Flames. War, Revolution, Civil War 1914–1921*, New York 2018.
- Gierowska-Kałuża J., *Stanisław Bułak-Bałachowicz. Postać, która mogła połączyć narody byłego Wielkiego Księstwa Litewskiego, a jednak ich nie połączyła*, „Acta Baltico-Slavica”, 2017, nr 41, pp. 77–155.
- Gmurczyk-Wrońska M., *Stanisław Patek w dyplomacji i polityce (1914–1939)*, Warszawa 2013.
- Grünberg K., *Polskie koncepcje federalistyczne 1864–1918*, Warszawa 1971.
- Jēkabsons Ē., *Piesardzīgā draudzība: Latvijas un Polijas attiecības 1919. un 1920. gadā*, Rīga 2007.
- Juzwenko A., *Polska a „biała” Rosja (od listopada 1918 do kwietnia 1920 r.)*, Wrocław et al. 1973.
- Karpus Z., *Jeńcy i internowani rosyjscy i ukraińscy na terenie Polski w latach 1918–1924*, Toruń 1999.
- Karpus Z., *Wschodni sojusznicy Polski w wojnie 1920 roku. Oddziały wojskowe ukraińskie, rosyjskie, kozackie i białoruskie w Polsce w latach 1919–1920*, Toruń 1999.
- Klimecki M., *Sowietyzacja Polski w 1920 roku. Tymczasowy Rewolucyjny Komitet Polski oraz jego instytucje latem i jesienią tegoż roku*, Toruń 2016.
- Kochanowski J., *Zapomniany prezydent... Życie i działalność Ignacego Boernera 1875–1933*, Warszawa 1993.
- Kornat M., *Zrozumieć system wersalski, czyli o genezie II wojny światowej*, „Dzieje Najnowsze”, 2009, nr 3, pp. 5–32.
- Kornat M., Wołos M., *Józef Beck. Biografia*, Kraków 2020.
- Kotkin S., *Stalin*, vol. 1: *Paradoxes of Power, 1878–1928*, London et al. 2014.
- Kutrzeba T., *Bitwa nad Niemnem (wrzesień–październik 1920)*, Warszawa 1926.
- Kutrzeba T., *Wyprawa kijowska 1920 roku*, Warszawa 1927.
- Ład wersalsko-ryski w Europie Środkowo-Wschodniej*, red. M. Kornat, M. Satora, Kraków 2013.
- Łatyszczak O., Mironowicz E., *Historia Białorusi od połowy XVIII do końca XX wieku*, Białystok [2002].
- Łossowski P., *Konflikt polsko-litewski 1918–1920*, Warszawa 1996.
- Materski W., *Na widcie. II Rzeczpospolita wobec Sowietów 1918–1943*, Warszawa 2005.
- Materski W., *Pobocza dyplomacji. Wymiana więźniów politycznych pomiędzy II Rzeczpospolitą a Sowietami w okresie międzywojennym*, Warszawa 2002.
- Michaluk D., *Białoruska Republika Ludowa 1918–1920. U podstaw białoruskiej państwowości*, Toruń 2010.
- Musiał B., *Na zachód po trupie Polski*, tłum. M. Falkowski, Warszawa 2009.
- Nazarewicz R., *Komintern a lewica polska. Wybrane problemy*, Warszawa 2008.
- Nowak A., *Pierwsza zdrada Zachodu. 1920 – zapomniany appeasement*, Kraków 2015.
- Nowak A., *Polska i trzy Rosje. Studium polityki wschodniej Józefa Piłsudskiego (do kwietnia 1920 roku)*, Kraków 2015.
- Nowak A., *Stosunki polsko-rosyjskie i polsko-sowieckie (1919–1921) a ład wersalski*, [dans :] *Od Wersalu do Poczdamu. Sytuacja międzynarodowa Europy Środkowo-Wschodniej 1918–1945. Materiały sesji naukowej w Instytucie Historii PAN, 23–24 października 1995 r.*, red. A. Koryn, Warszawa 1996, pp. 30–42.
- Nowak-Kiełbikowa M., *Konstanty Skirmunt. Polityk i dyplomata*, Warszawa 1998.
- Nowik G., *Zanim złamano „Enigmę”... Polski radiowywiad podczas wojny z bolszewicką Rosją 1918–1920*, [cz.] 1, Warszawa 2004.
- Nowik G., *Zanim złamano „Enigmę”... rozszyfrowano rewolucję. Polski radiowywiad podczas wojny z bolszewicką Rosją 1918–1920*, [cz.] 2, Warszawa 2010.

- Okulewicz P., *Koncepcja „międzymorza” w myśli i praktyce politycznej obozu Józefa Piłsudskiego w latach 1918–1926*, Poznań 2001.
- Pajewski J., *Budowa Drugiej Rzeczypospolitej 1918–1926*, Poznań 2007.
- Porte R., *Haute-Silésie 1920–1922. Laboratoire des leçons oubliées de l'armée française et perceptions nationales*, Paris 2009.
- Schramm T., *Długie i krótkie stulecie. Szkice z historii XIX i XX wieku*, red. M. Praczyk, Poznań 2019.
- Seton-Watson H., *Eastern Europe between the Wars 1918–1941*, Cambridge 1945.
- Skrzypek A., *Stosunki polsko-łotewskie 1918–1939*, Gdańsk 1997.
- Smele J.D., *The “Russian” Civil Wars, 1916–1926. Ten Years That Shook the World*, London 2015.
- Smoliński A., *1 Armia Konna podczas walk na polskim teatrze działań wojennych w 1920 roku. Organizacja, uzbrojenie, wyposażenie oraz wartość bojowa*, Toruń 2008.
- Smoliński A., *O „czerwoną” Rosję, „czerwoną” Europę i „czerwony” świat. Studia o potencjale militarnym Sowietów w latach 1918–1941*, Toruń 2015.
- Suleja W., *„Mundur na nim szary...”. Rzecz o Józefie Piłsudskim (1867–1935)*, Warszawa 2018.
- Traktat ryski 1921 roku po 75 latach*, red. M. Wojciechowski, Toruń 1998.
- Vaičėnionis J., Wołos M., *Żydzi na Litwie w latach 1918–1940*, [dans :] *Studia i szkice z dziejów Żydów w regionie Bałtyku*, red. Z.H. Nowak przy współpr. Z. Karpusa, Toruń 1998, pp. 153–165.
- Wapiński R., *Ignacy Paderewski*, Wrocław et al. 1999.
- Wapiński R., *Traktat ryski a polskie oczekiwania*, [dans :] *Traktat ryski 1921 roku po 75 latach*, red. M. Wojciechowski, Toruń 1998, pp. 9–17.
- Wasilewski L., *Die nationalen und kulturellen Verhältnisse im sogenannten Westrussland*, Wien 1915.
- Wasilewski L., *Die Ostprovinzen des alten Polenreichs (Lithauen u. Weissruthenien, die Landschaft Chełm – Ostgalizien – die Ukraina)*, Krakau 1916.
- Wasilewski L., *Les frontières de la République de Pologne*, Paris 1927.
- Wiśniewski J., *Kwestia białoruska i wschodnia granica Polski w polityce rządu syberyjskiego admirała Aleksandra Kotczaka w latach 1918–1920*, „Białoruskie Zeszyty Historyczne”, 2013, z. 40, pp. 109–132.
- Wołos M., *A New Order in Central and Eastern Europe: Polish-Soviet Negotiations and the Peace of Riga (1920–1921)*, „Zapiski Historyczne”, 2021, t. 86, z. 2, pp. 97–124.
- Wołos M., *La voie de l'indépendance dans la conception de Józef Piłsudski avant et pendant la Première Guerre mondiale*, [dans :] *Polonais et Roumains dans la Première Guerre mondiale. Études et essais*, sous la direction de M. Kornat, M. Willaume, M. Wołos, Kraków 2017, pp. 58–70.
- Wołos M., *Le point de vue polonais sur la coopération de la France dans la guerre polono-bolchevique*, [dans :] *Les horizons de la politique extérieure française. Stratégie diplomatique et militaire dans les régions périphériques et les espaces seconds (XVIe–XXe siècles)*, sous la direction de F. Dessberg, E. Schnackenbourg, Bruxelles et al. 2011, pp. 327–336.
- Wołos M., *Les conceptions nationalistes de Roman Dmowski et leur influence sur la vie politique polonaise avant, pendant et après la Première Guerre mondiale*, [dans :] *Être nationaliste à l'ère des masses en Europe (1900–1920)*, sous la direction de O. Dard, D. Musiedlak, É. Anceau, Bruxelles et al. 2017, pp. 373–389.
- Wołos M., *The Eastern Policy. Relations Between the Second Polish Republic and the Soviet Union and Other Eastern European Countries*, [dans :] *Diplomacy in the Service of the Second Polish Republic 1918–1939 (articles and studies): proceedings of the Foreign Service Day Conference 16 November 2018*, Warszawa 2019, pp. 167–182.
- Wołos M., *Traktat ryski w praktyce dyplomacji sowieckiej (wybrane przykłady)*, [dans :] *Zapomniany pokój. Traktat ryski. Interpretacje i kontrowersje 90 lat później*, red. S. Dębski, Warszawa 2013, pp. 231–250.

- Zapomniany pokój. Traktat ryski. Interpretacje i kontrowersje 90 lat później*, red. S. Dębski, Warszawa 2013.
- Żołędowski C., „Pierwsza repatriacja”. *Powroty i przyjazdy osiedleńcze do Polski ze wschodu po I wojnie światowej*, „Studia Migracyjne – Przegląd Polonijny”, 2017, z. 1 (163), pp. 63–93.
- Żulys A.A., *Polska w polityce zagranicznej Litwy w latach 1938–1939. Studium z historii dyplomacji*, Gdańsk 2015.
- Боровская О.Н., *Советско-польские переговоры 1918–1921 гг. и их влияние на решение белорусского вопроса*, Москва 2018.
- Волос М., *Место и значение Версальско-Вашингтонской (или Версальско-Рижско-Вашингтонской) системы в международных отношениях XIX–XXI вв.*, [dans :] *Версальско-Вашингтонская международно-правовая система: зарождение, развитие, кризис, 1919–1939 гг.*, ред. Е.Ю. Сергеев, Москва 2011, pp. 8–16.
- Волос М., Шубин А., *Отношения между Советской Россией и Польшей в 1918–1921 гг.*, [dans :] *Россия и Польша: преодоление исторических стереотипов 1918–1991 гг. Пособие для учителей истории*, отв. ред. Л.Е. Горизонтов, Р. Внук, науч. руков. проекта А.О. Чубарьян, Москва 2019, pp. 11–39.
- Забывтый мир. Рижский договор 1921 года: интерпретации и споры*, под ред. С. Дембского, ред. русского издания А. Мальгин, Москва 2014.
- Кантор Ю., *Война и мир Михаила Тухачевского*, Санкт-Петербург 2008.
- Матвеев Г., Матвеева В.С., *Польский плен. Военнослужащие Красной армии в плену у поляков в 1919–1921 годах*, Москва 2011.
- Мельтюхов М.И., *17 сентября 1939. Советско-польские конфликты 1918–1939*, Москва 2009.
- Михутина И.В., *Кто готовил советизацию Польши в 1918 году?*, [dans :] *Революционная Россия 1917 года и польский вопрос: новые источники, новые взгляды*, ответ. ред. М. Волос, А. Орехов, Москва 2009, pp. 260–281.
- Михутина И.В., *Польско-советская война 1919–1920 гг.*, Москва 1994.
- Соколов Б., *Тухачевский*, Москва 2008.

Mariusz Wołos, professeur d'histoire contemporaine à l'Université pédagogique de Cracovie et à l'Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences de Varsovie, spécialiste des relations internationales (spécialement en histoire de diplomatie polonaise, soviétique, française au XXe siècle), de l'histoire de la Pologne au XIXe et XXe siècles, soviétologue. Formé à l'Université Nicolas Copernic de Toruń. De 2007 à 2011 directeur du Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Moscou et représentant permanent auprès l'Académie russe des sciences. L'auteur de nombreux ouvrages publié en Pologne, en Russie, en France et dans d'autres pays (mariusz.wolos@gmail.com).

Mariusz Wołos, profesor nauk humanistycznych, pracownik Uniwersytetu Pedagogicznego w Krakowie i Instytutu Historii PAN w Warszawie, specjalizuje się w dziejach stosunków międzynarodowych oraz historii dyplomacji (zwłaszcza polskiej, sowieckiej i francuskiej w XX w.), historii Polski w XIX i XX stuleciu, sowietologii, mniejszości narodowych, historii historiografii. Absolwent Uniwersytetu Mikołaja Kopernika w Toruniu. W latach 2007–2011 dyrektor Stacji Naukowej PAN w Moskwie i jednocześnie Stały Przedstawiciel PAN przy Rosyjskiej Akademii Nauk. Autor wielu prac naukowych publikowanych w Polsce, Rosji, Francji i innych krajach (mariusz.wolos@gmail.com).

Mariusz Wołos, professor, employed at the Institute of History and Archival Research of the Pedagogical University of Kraków and the Tadeusz Manteuffel Institute of History of the Polish Academy of Sciences in Warsaw. Between 2007 and 2011, he was Director of the Research Centre of the Polish Academy of Sciences in Moscow and a Permanent Representative of the Polish Academy of Sciences to the Russian Academy of Sciences. His research focuses on the history of diplomacy in the 20th century, the history of the Soviet Union, the Polish independence movement before and during World War I, contemporary Russian and Polish historiography, and national minorities in Europe (mariusz.wolos@gmail.com).